

Unité départementale Meurthe et Moselle / Meuse
Division de Bar le Duc
14 rue Antoine Durenne
55013 BAR LE DUC

BAR LE DUC, le 27 novembre 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/09/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

RHOVYL

ZI de Rhovyl
55310 Tronville-en-Barrois

Références : PaD/459-2023
Code AIOT : 0006200921

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/09/2023 dans l'établissement RHOVYL implanté ZI de Rhovyl 55310 Tronville-en-Barrois. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- RHOVYL
- ZI de Rhovyl 55310 Tronville-en-Barrois
- Code AIOT : 0006200921
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société RHOVYL exploite une usine de fabrication et filature de fibres synthétiques sur le territoire de la commune de TRONVILLE EN BARROIS. Elle est autorisée à exploiter par arrêté préfectoral du 30 mars 1992 modifié en particulier par l'arrêté préfectoral 2010-2365 du 9 novembre 2010.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Cessation d'activité
- Défense incendie
- PMII

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Etat de la tuyauterie	AP Complémentaire du 10/03/2022, article 3	/	Lettre de suite	3 mois
3	Incendie	AP de Mise en Demeure du 10/01/2021, article 1	/	Lettre de suite	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a mis en évidence que des actions concernant le suivi des tuyauteries, l'arrêt définitif de l'activité teinturerie ainsi que la défense incendie du poste de dépotage n'ont pas été réalisées.

Le site fait l'objet d'arrêts prolongés, aussi l'inspection demande à ce que les actions (suivi des tuyauterie, défense incendie) soient mises en œuvre au cours de cette période d'arrêt.

L'exploitant prévoit de modifier la zone de stockage de produits inflammables (CS2, acétone et mélange). Il appartient à l'exploitant avant tout travaux d'en informer le préfet tout en produisant une étude de conformité à l'arrêté ministériel du 1er juin 2015 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de l'une au moins des rubriques 4331.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mise à l'arrêt activité de teinture

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 10/03/2022, article 2.2
Thème(s) : Risques accidentels, Mise en sécurité du site
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant est tenu de procéder aux actions de mise en sécurité suivantes pour son ancienne activité de teinture précédemment soumise à autorisation au titre de la rubrique 2330-1 de la nomenclature des ICPE :</p> <p>1° L'évacuation des produits dangereux et la gestion des déchets présents sur le site ;</p> <p>2° Des interdictions ou limitations d'accès au site ;</p> <p>3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;</p> <p>4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement.</p> <p>Il adresse les justificatifs de la réalisation complète de ces mesures sous un délai de trois mois à Madame le Préfet.</p> <p>Conformément à l'article 1.3.6. de l'arrêté préfectoral d'autorisation susvisé, l'exploitant place le lieu d'implantation de l'activité de teinture et les activités qui lui sont associées, dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site industriel.</p> <p>L'exploitant transmet à Madame le préfet, le mémoire de remise en état prévu à l'article R512-39-3-I du Code de l'Environnement dans un délai de six mois.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par courrier du 13 avril 2022, la société RHOVYL a justifié des actions de mise en sécurité en</p>

N° 3 : Incendie

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 10/01/2021, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'extinctions
Prescription contrôlée : La SAS RHOVYL, dont le siège social est situé Chemin du Rougea à TRONVILLE-EN-BARROIS (55 310) et immatriculée est mise en demeure pour l'exploitation de son usine de filature de fibres textiles, dans un délai de trois mois : - de transmettre à l'inspection de l'environnement un document justifiant que l'établissement dispose des moyens d'extinction suffisants pour lutter contre le scénario d'incendie majorant parmi les scénarios identifiés dans l'étude de dangers, un document justifiant de la suffisance des volumes de rétention présents dans l'établissement et une procédure de maintenance dans laquelle est définie les contrôles et les fréquences des tests à réaliser sur les moyens fixes de lutte contre l'incendie ;
Constats : L'exploitant a fait réaliser une étude de dimensionnement du besoin en mousse pour l'incendie de référence majorant, c'est à dire une fuite au poste de dépotage. L'installation actuelle est composée d'une aspersion d'eau en continu lors des opérations de dépotage. Un seul dépotage a été effectué au cours de l'année 2023 en raison de la faible activité du site. Le système de défense incendie ne dispose pas d'émulseur pouvant répondre à l'étude réalisée en raison de difficulté d'adaptation du système actuel. Une étude puis des travaux sont à réaliser avant tout nouveau dépotage.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite
Proposition de délais : 3 mois